

Note de présentation du projet

« LE RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DES JEUNES EN POLITIQUE »

Si la jeunesse marocaine participe faiblement aux institutions politiques, elle n'est pas dénuée de capacités pour identifier ses besoins, penser en tant que citoyens, élaborer des solutions adaptées et s'engager pour faire entendre ses propositions. Pour faire apparaître ces aptitudes, il est important de lever les obstacles qui empêchent les jeunes d'exprimer leur avis, de les encourager à proposer des initiatives en utilisant des outils et des supports qui rendent leur voix audible auprès de la classe politique, et qui permettent de rompre le découplage existant entre les jeunes et les institutions démocratiques.

C'est l'objectif de ce projet qui vise à améliorer la participation des jeunes en politique en créant les conditions qui leur permettent de produire des propositions et de débattre avec la classe politique.

LE PROJET

Ce projet s'appuie sur le débat comme moyen de renforcement de la participation politique. En effet la participation politique des jeunes ne doit pas se limiter au droit de vote mais doit évoluer vers le pouvoir de participer à l'échange public afin de donner aux jeunes l'opportunité de confronter leur vision du bien commun, de communiquer avec la classe politique et de réfléchir sur la manière de promouvoir ce bien commun. Grâce à cet échange public d'opinions et d'arguments les jeunes vont repenser leurs problèmes et porter un jugement réfléchi et informé.

Ce projet offre ainsi aux jeunes un espace qui leur permet de débattre publiquement sur les grandes questions de la société et de fonder leurs choix sur l'intérêt général. Il répond à un besoin urgent d'améliorer l'engagement des jeunes dans les processus de participation en renforçant leurs capacités, en créant une communauté de débat qui va stimuler leur créativité et leur imagination et faire entendre et porter leur voix sur la scène politique.

Ce projet est orienté en direction des jeunes pour stimuler leur envie de participer à la vie politique et institutionnelle et en direction des acteurs politiques et institutionnels pour qu'ils accueillent favorablement la participation démocratique des jeunes.

LES RESULTATS ATTENDUS

Grâce aux débats publics le décalage entre les jeunes et la classe politique sera réduit et leur participation à la politique renforcée car les jeunes seront mieux informés plus actifs et plus intéressés par la politique, ils pourront apporter une contribution raisonnable et utile dans la résolution de leurs problèmes.

L'espace public de débats constitue un lieu où les jeunes font l'apprentissage du débat raisonné et dépassionné sur la chose publique. Ils pourront exprimer leurs besoins et débattre des solutions à large échelle.

Les capacités des jeunes sont améliorées, ils sont capables d'analyser les besoins, construire des solutions et s'engager dans le plaidoyer pour des politiques et des programmes qui profitent aux jeunes.

L'objectif final est de contribuer à la création d'une jeunesse active et rassemblée autour de questions de société et d'actualité politique, qui croit en ses capacités d'améliorer la situation, développe des initiatives adaptées aux défis de demain et défend ses opinions dans les tribunes qui lui sont offertes pour s'exprimer, ce qui suscite la motivation et favorise une meilleure adhésion des jeunes à la vie politique.

THEMES RETENUS

1- Emploi des jeunes

Selon le Rapport du Conseil Economique et Social (Février 2012), l'emploi des jeunes au Maroc se caractérise par un faible taux d'activité ne dépassant pas 48% pour les jeunes de 15-34 ans, qui représentent plus de la moitié de la population en âge de travailler. Les taux de chômage observés en 2010 sont de 14,8% chez les jeunes de 15-34 ans et de 16,7%, chez les jeunes de 15-24 ans. L'emploi des jeunes au Maroc se distingue aussi par un chômage de longue durée, puisque 65,8% des jeunes chômeurs le sont depuis plus d'une année. 74,4% des

diplômés de l'enseignement supérieur sont chômeurs de longue durée. Les trois quarts des jeunes chômeurs en milieu urbain le sont depuis plus d'un an.

2- Santé des jeunes

Les jeunes représentent une catégorie de la population vulnérable et exposée à tous les risques. La période de l'adolescence est une période cruciale de la vie, qui marque le passage à l'âge adulte, et elle nécessite donc des conditions favorables d'éducation et de santé en vue de réduire les comportements à risques. Selon le Ministère de la Santé la jeunesse marocaine vit aujourd'hui des dynamiques de changement au niveau sanitaire. Les études menées ont mis en exergue des problèmes de santé et de comportement des adolescents et des jeunes en rapport avec l'usage de produits toxiques (drogues, tabac, alcool), la mauvaise hygiène alimentaire; le manque d'exercices physiques; les traumatismes accidentels ou volontaires et le manque d'hygiène corporelle.

3- Environnement

Les dégâts que subissent l'environnement et les ressources naturelles au Maroc sont importants. La poussée démographique et l'industrialisation dégradent l'environnement et détruisent la biodiversité. Ce sont les enfants et les jeunes qui en paieront le prix.

4- Sport et jeunesse

5- La sécurité

Le chômage et autres difficultés économiques et sociales, l'échec scolaire, l'analphabétisme, la désintégration de la cellule familiale, l'exclusion, expliquent en grande partie la recrudescence de l'insécurité. Les jeunes peuvent être les auteurs de ces comportements anti-sociaux comme ils peuvent en être les victimes. Il est nécessaire de trouver de nouvelles solutions pour remédier à la violence dans les milieux des jeunes.

6- Participation des jeunes en politique

Malgré tous les efforts déployés, la jeunesse marocaine affiche un désintérêt pour la politique. Le nombre d'élus parmi cette frange reste faible et les taux d'abstention lors des élections sont élevés. L'insuffisance de communication entre les partis politiques et les jeunes expliquerait pourquoi de nombreux jeunes choisissent de rester à l'écart du jeu politique, il s'ensuit un

difficulté dans le renouvellement des élites politiques, les générations montantes ont peu de place dans les structures de direction des partis.